

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale
des territoires

Service eau-environnement

Cellule milieux naturels, forêt et cadre de vie

Affaire suivie par Manuel MARQUES
tél. : 04 50 33 79 49
manuel.marques@haute-savoie.gouv.fr

Annecy, le

19 MAI 2020

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

DÉROGATION AUX INTERDICTIONS RELATIVES AUX ESPÈCES PROTÉGÉES

ARRÊTÉ n° DDT-2020-0696

Portant dérogation aux dispositions de l'article L.411-1 du code de l'environnement, dans le cadre de la création de la ZAC n° 3 de la Semine, sur la commune de CLARAFOND-ARCINE, pour :

- capture ou enlèvement, destruction, perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées,**
- destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées,**
- coupe, arrachage, cueillette ou enlèvement de spécimens d'espèces végétales protégées**

Bénéficiaire : communauté de communes Usses et Rhône

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-19-2 à L.123-19-7, L.163-5, L.411-1, L.411-1A, L.411-2 et R.411-6 à R.411-14 ;

VU l'arrêté interministériel du 20 janvier 1982 modifié relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n° PREF/DRHB/BOA/2018-033 du 21 novembre 2018 de délégation de signature à Monsieur Francis CHARPENTIER, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n° DDT-2020-0402 du 20 février 2020 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU la demande de dérogation pour la capture ou l'enlèvement, la destruction, la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 616 × 01), la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 614 × 01), la coupe, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de spécimens d'espèces végétales protégées (Cerfa n° 13 617 × 01) déposée le 9 juillet 2018 par la communauté de communes Usses et Rhône dans le cadre de création de la ZAC de la Semine, sur la commune de CLARAFOND-ARCINE ;

VU l'avis du Conseil National de Protection de la Nature du 19 avril 2019 auquel le bénéficiaire a répondu le 20 décembre 2019, complétant ainsi sa demande initiale ;

VU les délibérations de la communauté de communes Usses et Rhône en date du 28 mars 2017 et du 12 juin 2018 ;

VU la délibération de la commune de CLARAFOND-ARCINE en date du 20 juin 2018 ;

VU le courrier du syndicat intercommunal du Vuache en date du 18 octobre 2017 ;

VU la convention d'assistance pour la mise en œuvre des mesures compensatoires (boisements et zones humides) du 21 février 2020, entre le conservatoire des espaces naturels de Haute-Savoie et la communauté de communes Usses et Rhône ;

VU le projet d'arrêté transmis le 23 janvier 2020 au pétitionnaire, et la réponse apportée le 12 mars 2020 ;

Considérant l'absence d'observation du public à l'issue de la mise en œuvre de la procédure de participation du public par le biais de la mise en ligne de la demande et du projet de décision sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes du 20 décembre 2019 au 7 janvier 2020 inclus ;

Considérant :

– que le secteur d'implantation de la ZAC, de par sa proximité avec la Suisse, la métropole lyonnaise et l'Italie du Nord, se situe dans une région très attractive et que le potentiel de développement économique est renforcé par la présence de nombreuses infrastructures de transport, notamment les deux aéroports internationaux de Lyon Saint-Exupéry et Genève-Cointrin, la gare TGV de Bellegarde et l'autoroute A40 et son échangeur à proximité immédiate ;

– que l'aménagement de la zone d'activités dépasse l'approche territoriale du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), afin de prendre en compte les bassins économiques plus vastes comme celui du Franco-valdo-genevois, des départements de l'Ain et de la Haute Savoie ;

– que le projet répond aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du SCOT Usses et Rhône, dont celle d'accompagner et favoriser un développement économique soutenable à l'échelle du territoire ;

– que le projet est conforme aux dispositions retenues dans la cadre du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Semine, qui conforte la vocation économique du secteur de la Croisée et notamment à travers son PADD ;

– que l'ensemble des zones d'activités économiques sur le territoire de la Communauté de Communes Usses et Rhône, couvrant une surface de près de 72 hectares, sont aujourd'hui à saturation, et que seuls 2 hectares sont encore disponibles, répartis dans cinq zones d'activités économiques ;

– que cette couverture ne répond ainsi plus aux besoins des entreprises locales ou régionales en recherche de terrain, y compris dans les ZAC 1 et 2 de la Semine quasi totalement commercialisées au jour de la signature du présent arrêté ;

- que la réalisation de la ZAC induit une forte activité pendant la phase chantier, et que par la suite l'arrivée d'une vingtaine d'entreprises au minimum permettra de créer et de pérenniser un nombre d'emplois estimé à 300 ;
- que le projet répond ainsi pour l'application du 4° de l'article L 411-2 du code de l'environnement, à des raisons impératives d'intérêt public majeur ;

Considérant :

- que l'aménagement s'intègre dans le projet global du Parc d'Activités Économique (PAE) de la Semine, comprenant d'une part les parties I et II existantes et contiguës, et d'autre part la partie III objet du présent arrêté, et qu'à ce titre l'urbanisation est réalisée en continuité avec l'existant, entre le PAE actuel, la RD908a et l'autoroute et que le tout forme un ensemble homogène ;
- que le site est à proximité immédiate de l'A40 ;
- que deux variantes ont été étudiées, entraînant des impacts supérieurs pour la faune en général en termes de continuités, et pour les chiroptères en particulier en termes de pollution lumineuse ;
- qu'à ce titre il n'existe pas d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des mesures d'évitement, de réduction et de compensation mises en œuvre, telles que détaillées ci-après ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}: Bénéficiaire et objet de l'autorisation

Dans le cadre de la création de la ZAC de la Semine, sur la commune de CLARAFOND-ARCINE, la Communauté de Commune Usses et Rhône, ci-après désignée « le bénéficiaire », représentée par son président et dont le siège est situé 24 place de l'Orme, 74 910 SEYSSEL, est autorisée, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, à :

- transporter, transporter en vue de relâcher dans la nature, capturer ou enlever des spécimens d'espèces animales protégées,
- détruire des spécimens d'espèces animales protégées,
- détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées,
- couper, arracher, cueillir ou enlever des spécimens d'espèces végétales protégées,

tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

ESPÈCES ANIMALES				
nom commun	nom scientifique	Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
MAMMIFÈRES				
Ecureuil roux	<i>Sciurus vulgaris</i>			X
Hérisson d'Europe	<i>Erinaceus europaeus</i>			X
Muscardin	<i>Musccardinus avellanarius</i>			X
Barbastelle d'Europe	<i>Barbastella barbastellus</i>			X
Murin de Bechstein	<i>Myotis bechsteinii</i>			X
Murin de Brandt	<i>Myotis brandtii</i>			X
Murin de Daubenton	<i>Myotis daubentonii</i>			X
Murin à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>			X
Grand Murin	<i>Myotis myotis</i>			X
Murin à moustaches	<i>Myotis mystacinus</i>			X
Murin de Natterer	<i>Myotis nattereri</i>			X
Noctule de Leisler	<i>Nyctalus leisleri</i>			X
Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>			X
Oreillard roux	<i>Plecotus auritus</i>			X
Oreillard gris	<i>Plecotus austriacus</i>			X
Grand Rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>			X
Pipistrelle pygmée	<i>Pipistrellus pygmaeus</i>			X
Pipistrelle de Nathusius	<i>Pipistrellus nathusii</i>			X
Petit Rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>			X
OISEAUX				
Accenteur mouchet	<i>Prunella modularis</i>			X
Buse variable	<i>Buteo buteo</i>			X
Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>			X
Coucou gris	<i>Cuculus canorus</i>			X
Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>			X
Mésange à longue queue	<i>Aegithalos caudatus</i>			X
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>			X
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>			X
Mésange huppée	<i>Parus cristatus</i>			X
Mésange nonnette	<i>Parus palustris</i>			X

ESPÈCES ANIMALES				
Pic épeiche	<i>Dendrocopos major</i>			X
Pic vert	<i>Picus viridis</i>			X
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>			X
Pouillot véloce	<i>Phylloscopus collybita</i>			X
Rougegorge familier	<i>Erithacus rubecula</i>			X
Sitelle torchepot	<i>Sitta europaea</i>			X
Troglodyte mignon	<i>Troglodytes troglodytes</i>			X
REPTILES				
Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	X	X	X
Orvet fragile	<i>Anguis fragilis</i>	X	X	

ESPÈCES VÉGÉTALES		
nom commun	nom scientifique	Coupe, arrachage, cueillette ou enlèvement de spécimens
Œillet superbe	<i>Dianthus superbus</i>	X

Le bénéficiaire s'assure du respect de l'ensemble des obligations qui lui sont faites par l'ensemble des intervenants sur les chantiers concernés par la présente dérogation.

ARTICLE 2 : Périmètre de la dérogation

Le bénéficiaire doit se conformer strictement au périmètre défini dans le dossier de demande de dérogation, localisé en **ANNEXE A**.

ARTICLE 3 : Prescriptions

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, doivent, dans ce cadre, respecter les engagements en faveur de la faune et de la flore détaillés ci-dessous, découlant du dossier de demande de dérogation et de ses compléments, sous réserve des prescriptions ci-dessous.

• ARTICLE 3-1 : Mesures d'évitement

ME1 – Évitement des zones humides et mesures associées

Les deux zones humides situées en périphérie des emprises et localisées en **ANNEXE 1**, sont exemptes de tout aménagement.

Avant les travaux

Les zones humides préservées sont mises en défens au moyen d'un piquetage avec du ruban afin d'éviter une divagation des engins de chantier.

Les entreprises intervenantes sont préalablement informées de la sensibilité du site.

Pendant les travaux

Sont interdits dans les zones de défens : toute circulation d'engins, tout entreposage de matériaux, matériel, produits (en particulier d'hydrocarbures).

L'entreposage de produits en amont des zones humides est interdit.

Les appareils permettant l'apport de béton ne peuvent pas faire l'objet de nettoyages à proximité ou à l'amont des zones humides.

Une fosse de décantation provisoire est aménagée avant chaque exutoire pendant toute la durée du chantier. Cette fosse permet la décantation des matières en suspension avant évacuation des eaux de ruissellement.

Vis-à-vis de la pollution accidentelle, des barrages filtrants (bottes de pailles) sont mis à la disposition du personnel aux abords des fossés. En cas de déversement accidentel, ces barrages filtrent et piègent la pollution.

En phase de fonctionnement

Des séparateurs à hydrocarbures avec débourbeur (classe de rejet < 5 mg/l) et by-pass sont imposés aux acquéreurs de lot pour les eaux recueillies sur les aires de stationnement.

Les lots sont équipés de système de déconnexion au réseau en cas de pollution.

Les zones humides préservées sur le secteur de projet, ainsi que celles qui sont créées et/ou gérées dans le cadre de mesures compensatoires font l'objet d'un zonage spécifique en Nzh au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Semine et d'un règlement incluant des prescriptions adaptées à la protection de ce milieu.

ME2 – Évitement des pieds d'Œillet Superbe (*Dianthus superbus*)

Trois pieds d'Œillet superbe sont présents sur le tracé de la conduite de gaz faisant l'objet d'un dallage pour sécurisation. La station située au départ de la conduite de gaz, à l'ouest du site, est évitée et mise en défens. Les trois pieds sont localisés en ANNEXE 2.

Le développement des pieds d'Œillet superbe pouvant être différent d'une année à l'autre, une prospection spécifique de l'espèce est réalisée en amont des travaux sur les prairies à Molinie, afin d'effectuer un relevé exhaustif des pieds avant les travaux. Leur évitement avec mise en défens est privilégié.

Le cas échéant, si l'évitement s'avère impossible en phase chantier, un protocole de déplacement est mis en place conformément à la mesure **MR2**.

• ARTICLE 3-2 : Mesures de réduction

MR1 – Mesures de gestion du chantier

Les opérations d'entretien des engins sont interdites à proximité des zones humides.

En fin de journée, les engins sont stationnés sur une zone spécifique (qui peut être déplacée à l'avancement des travaux) de manière à ne pas être dans le périmètre de fonctionnalité (ou bassin versant) de la zone humide.

Le stockage ou le dépôt de produits inflammables sont interdits à proximité des zones humides et sont réalisés sur une aire spécifique disposant d'une rétention.

Le ravitaillement des engins est interdit à proximité de la zone humide. Il s'opère sur une zone disposant d'une rétention et à l'aide de volucompteurs équipés de becs verseurs automatiques.

Le matériel et les engins sont soumis à un entretien régulier, de manière à diminuer les risques de pollutions accidentelles par hydrocarbures.

Le lavage des engins de chantier est réalisé sur des surfaces équipées d'un système de récupération des lixiviats.

En cas d'incidents ou d'accidents de nature à générer un impact sur le milieu aquatique, il est impératif de prendre contact avec les services compétents en matière de police de l'eau en Haute-Savoie :

- direction départementale des territoires de Haute-Savoie, service Eau et Environnement (DDT/SEE) ;
- service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ;
- DREAL Auvergne Rhône-Alpes, Service Eau Hydroélectricité Nature (DREAL/EHN).

MR2 – Restauration des prairies à Molinie bleue et étrépage des stations d'Œillet Superbe (*Dianthus superbus*) sur la conduite de gaz

Les modalités suivantes sont mises en œuvre afin de préserver l'habitat « prairies à Molinie » et les pieds d'Œillet superbe ne pouvant être évités conformément à la mesure **ME2**.

L'objectif est de préserver au maximum le milieu herbacé par étrépage, de manière à réinvestir rapidement la zone avec la même végétation et ainsi restaurer à court terme les habitats impactés. 1 230 m² de landes à Molinie bleue sont ainsi réhabilités sur l'emprise du projet.

Les travaux sont réalisés au mois d'août et septembre, période sèche durant laquelle les sols sur ce type de milieu humide sont les moins sensibles au tassement.

L'habitat naturel, objet de cette mesure, pouvant être sensible au manque d'eau, l'opération de déplaquage/replaquage est réalisée au fur et à mesure de manière à réduire au maximum la durée de stockage des mottes.

Avant la réalisation de l'étrépage

- les stations floristiques sont géolocalisées sur la prairie à Molinie afin de réaliser un inventaire exhaustif des espèces en présence, les pieds d'Œillet superbe sont repérés et balisés ;
- la méthode d'échantillonnage dite « *méthode de Braun-Blanquet* » est utilisée sur des quadrats de 16 m² (4 × 4 mètres).

Modalités d'étrépage

Les étapes de l'étrépage sont détaillées en ANNEXE 3.

Concernant l'Œillet superbe, chaque pied est déplacé avec sa motte de terre et précautionneusement replacé au niveau de son emplacement initial dans la foulée après placement de la conduite de gaz. La durée de stockage n'est pas supérieure à la demi-journée. Si la durée de stockage s'avère plus longue que prévu, un arrosage des plants est réalisé durant toute cette phase afin d'éviter leur dessiccation.

Un balisage des pieds replantés est réalisé afin de pouvoir les visualiser en phase d'exploitation lors des opérations d'entretien et afin de réaliser le suivi prévu à la mesure MS2.

MR3 – Prélèvement in situ de graines d'Œillet Superbe (*Dianthus superbus*) pour réensemencement des sites compensatoires

Les graines sont récoltées aux mois de septembre-octobre après la floraison.

Après récolte des graines, un semis en pépinière est réalisé au printemps (avril à juin) avec développement en « godets ».

Un horticulteur professionnel réalise ce semis et le suivi du développement.

Après développement en pépinière, une plantation est réalisée en octobre sur les sites compensatoires définis par la mesure MC2, à l'article 3-3.

MR4 – Mise en place de fauche tardive au niveau des prairies à Molinie le long de la conduite de gaz

La localisation des stations d'Œillet superbe au niveau du tracé de la conduite de gaz est communiquée à GRTgaz par le bénéficiaire.

Une fauche tardive annuelle est réalisée après le 15 août sur ce secteur, afin de favoriser le développement et la pérennisation de l'espèce sur le site.

MR5 – Limitation du développement du Solidage géant

La présence du Solidage géant sur la zone d'emprise, notamment au niveau de la conduite de gaz et dans les clairières, requiert une attention particulière lors du chantier.

Une fauche tardive annuelle est réalisée après le 15 août afin d'épuiser le Solidage.

Avant chaque fauche, un écologue effectue un passage afin de rechercher de manière exhaustive les pieds d'Œillet superbe à mettre en défens et les baliser pour éviter de les faucher.

MR6 – Précautions pour éviter l'introduction d'espèces végétales invasives en phase chantier

Seul le Solidage géant a été relevé sur le site du projet lors de l'état initial.

De manière à ne pas introduire d'autres espèces envahissantes sur le site, une gestion appropriée du chantier est réalisée :

- une personne référente est désignée pour vérifier les éventuelles contaminations au fur et à mesure de l'avancée du chantier,

- un balisage préalable des stations d'espèces invasives est réalisé,
- le nettoyage des outils et des engins est réalisé avant leur arrivée sur le site,
- le plan de circulation des engins sur les emprises de travaux est conçu pour éviter toute dissémination d'espèces végétales invasives,
- un contrôle de l'origine des matériaux utilisés est effectué pour s'assurer de l'absence de graines et rhizomes de plantes envahissantes,
- les surfaces remaniées et les dépôts provisoires de terre végétale susceptibles d'être colonisés par des espèces végétales invasives sont immédiatementensemencés à l'aide d'un mélange herbacé d'espèces autochtones à levée rapide dont l'origine est locale,
- des mesures appropriées sont rapidement mises en œuvre en cas de contamination du site de travaux.

Les massifs d'espèces invasives font l'objet d'un traitement adapté visant leur éradication (fauchage répété des massifs). La mesure s'applique sur les foyers cartographiés lors de l'état initial, ainsi que sur tout nouveau foyer engendré par le chantier.

MR7 – Adaptation des périodes de déboisement

Les déboisements sont réalisés entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre, hors périodes sensibles pour la faune (reproduction, hibernation), notamment l'avifaune et les chiroptères.

Ces périodes d'intervention s'appliquent également aux travaux réalisés en lots privés. Une clause de respect de la période est inscrite à cet effet au cahier des charges de cession des lots.

MR8 – Maintien d'un corridor boisé le long de l'autoroute

Afin de conserver une continuité écologique pour la petite et la grande faune le long de l'autoroute, les boisements sont maintenus sur une largeur de 75 mètres. Ce corridor boisé n'est pas clos.

Chaque acquéreur de lot peut clôturer sa parcelle au moyen d'une clôture dont les spécifications figurent dans le cahier des charges de cession des lots, permettant le passage de la petite faune.

La création de noues humides dans le cordon boisé, telle qu'indiquée à la mesure **MC1**, est favorable aux chiroptères qui pourront s'y nourrir et s'y abreuver. Le maintien d'une bande boisée large de 10 mètres minimum entre les noues ou bassins et l'autoroute est très important en tant que protection vis-à-vis de l'autoroute afin d'éviter les collisions.

MR9 – Limitation de la pollution lumineuse

Afin d'atténuer au maximum l'impact de la pollution lumineuse notamment sur les chiroptères, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- les faisceaux d'éclairage sont exclusivement dirigés vers le sol,
- la hauteur des éclairages est adaptée à leur utilisation, les éclairages bas (1 à 3 m de haut) et les guides lumineux à éclairage latéral placés au sol sont privilégiés,
- de manière à limiter au maximum l'impact de l'éclairage sur les boisements conservés et des bassins construits au nord du site, les lampadaires sont installés sur la partie nord des trottoirs et orientés vers le sud.
- de manière générale, les dispositifs d'éclairage sont limités au strict nécessaire, en évitant systématiquement l'éclairage des marges (haies et alignements d'arbres),
- les lampes utilisées sont adaptées à l'usage et émettent uniquement dans le visible (absence d'émission dans les UV et les infrarouges). Ainsi, les lampes à Sodium Basse Pression (SBP) et les LEDs ambrées à spectre étroit, éclairage le moins impactant pour la biodiversité, sont privilégiées,
- l'éclairage public est arrêté entre 21h00 et 06h00,
- les éclairages dont le déclenchement est réalisé grâce à un détecteur de mouvement sont privilégiés,
- l'éclairage des bâtiments, enseignes et vitrines aux heures d'ouverture respecte les préconisations précédentes.

Un écologue est associé au choix et à l'implantation des éclairages avant leur finalisation.

Un cahier des charges demande aux entreprises occupant les lots de limiter au maximum leur éclairage extérieur et interdit tout éclairage orienté en direction des boisements conservés et des bassins.

MR10 – Capture et déplacement des amphibiens et des reptiles

Avant le début des travaux, une inspection du site est réalisée par un écologue.

Les individus adultes d'amphibiens et de reptiles sont capturés à la main. Le temps entre la capture et la relâche est très réduit (au maximum 30 minutes).

Pour faciliter la capture des reptiles, des plaques peuvent être disposées plusieurs semaines avant le début du chantier. Le nombre et l'emplacement des plaques sont définis par l'écologue responsable du suivi du chantier. Les individus sont relâchés à proximité soit dans le corridor boisé préservé soit dans les zones humides faisant l'objet de mesures compensatoires.

Afin de limiter la dissémination de chytridiomycose et d'autres maladies (ranaviroses), les prescriptions du **protocole d'hygiène pour le contrôle des maladies des amphibiens dans la nature à destination des opérateurs de terrain**¹, sont scrupuleusement respectées.

MR11 – Création de refuges pour les reptiles

Un minimum de dix refuges favorables au Lézard des murailles et à l'Orvet fragile sont créés avant le démarrage des travaux en bordure des emprises, dans les boisements conservés.

Les refuges ont la forme d'un tas de bois ou d'un tas de branchages et feuillages, de 2 mètres de large et 1 mètre de haut minimum, tels qu'indiqué par les schémas figurant en **ANNEXE 4**.

Leur nombre et leur emplacement sont précisés en amont du chantier par les écologues en charge du suivi de chantier, en coordination avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises en charge du déboisement de manière à ne pas créer de risques en phase de chantier.

Ce type de refuge est également favorable au Hérisson en période de reproduction et en période hivernale. Les abris créés sont mis sous protection pendant toute la durée des travaux (balisage, grillage avertisseur et panneautage).

MR12 – Mise en place de nichoirs arboricoles pour les chiroptères

Trente-huit nichoirs arboricoles favorables aux chiroptères sont installés par grappes de 2 à 3 par arbre à un minimum de 3 m de hauteur. Ces nichoirs sont posés, avec une densité d'environ 2 nichoirs à l'hectare :

- dans la bande boisée conservée sur l'emprise du projet, sur 4,30 hectares ;
- dans le bois de la Brulaz où un filot de sénescence est conservé, sur 6,38 hectares ;
- au sein de la zone 7 sur la commune de CLARAFOND-ARCINE (parcelle A 1819) où une trame de vieux bois est mise en place, sur 12,65 hectares.

Les trois secteurs cités ci-dessus sont localisés en **ANNEXE 5**.

Les précisions sur les types de nichoirs et leur nombre figurent en **ANNEXE 6**.

MR 13 – Mise en œuvre d'une trame de vieux bois

12,65 hectares sont classés en « trame de vieux bois », c'est-à-dire incluant le maintien de 6 arbres dits « bio » à l'hectare.

Ces arbres dits « bio » sont des arbres plutôt feuillus, préférentiellement porteur de cavités et/ou creux et/ou cassé/fendu, avec présence de nid ou lierre et/ou mort. S'il s'avère qu'aucun arbre ne correspond aux caractéristiques définies, le choix se porte sur des arbres sains, notamment les trembles qui sont souvent utilisés par les Pics pour leur nidification.

Les parcelles concernées sont situées sur la commune de CLARAFOND-ARCINE au sein des zones 6 (parcelles A 843 et A 1817) et 7 (parcelle A 1819) localisées en **ANNEXE 5**.

Le marquage de ces arbres est effectué sans attendre le passage en coupe des parcelles.

Cette trame de vieux bois se localise à proximité de l'emprise du projet (facteur important en raison d'un rayon d'action de certaines espèces de chauve-souris de l'ordre de 5 km) et est constituée en grande partie de boisements de chênaies-charmaies, habitat d'intérêt pour les chiroptères identifiés sur la zone du projet de la ZAC de la Semine.

¹ Miaud C., 2014 – *Protocole d'hygiène pour le contrôle des maladies des amphibiens dans la nature à destination des opérateurs de terrain*. Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, Université de Savoie et Ecole Pratique des Hautes Etudes (eds), 7 p.

Conformément à la mesure **MR12**, des gîtes artificiels sont installés au sein de cette trame de vieux bois, notamment sur les arbres « bio » conservés.

MR 14 – Mise en place d’îlots de vieillissement des boisements

Les îlots de vieillissement sont des petits peuplements ayant dépassé les critères optimaux d’exploitabilité économique et qui bénéficient d’un cycle sylvicole prolongé, soit dans le cadre du présent arrêté, un rallongement de la durée de vie du peuplement de 40 ans.

Les interventions sylvicoles (coupes) restent possibles.

L’îlot de mise en vieillissement du boisement est instauré dans la zone 4 sur la commune de CLARAFOND-ARCINE (partie des parcelles ZA 4 et ZB 2) en contre-bas du Vuache, sur une surface de 3,50 hectares. Cette parcelle est localisée en **ANNEXE 5**.

• ARTICLE 3-3 : Mesures de compensation

MC 1 – Création et restauration de zones humides sur l’emprise de l’aménagement

Sont créées, dès le démarrage des travaux, 7 600 m² de zones humides sur l’emprise de l’aménagement, dont :

- 3 000 m² par agrandissement des zones humides ZH 1 et ZH 2,
- 4 600 m² par création d’une nouvelle zone humide.

• a) Agrandissement des zones humides évitées

Les zones humides ZH1 et ZH2, localisées en **ANNEXE 1** sont agrandies de 3 000 m².

• b) Création de noues écologiques

Des travaux d’aménagement superficiels (noue, merlon de faible hauteur) sont réalisés en limite d’emprise, dans la bande boisée conservée en bordure d’autoroute. L’objectif est de retenir les eaux de ruissellement avant leur arrivée dans le fossé qui longe l’autoroute, conformément au schéma de principe figurant en **ANNEXE 7**.

Par ce moyen, les eaux de ruissellement s’écoulent lentement à la surface des terrains boisés et stagnent naturellement dans les noues créées, favorisant l’installation de la végétation hygrophile.

MC 2 – Création et restauration de zones humides ex situ

L’objectif est de restaurer et de créer, dès le démarrage des travaux, des habitats humides similaires à ceux détruits par les moyens suivants :

- augmentation du niveau d’hydromorphie du sol,
- réouverture de milieux pour favoriser les espèces herbacées hygrophiles,
- création de dépressions de type mares ou noues.

Les habitats ouverts permettent de favoriser la présence de trois espèces végétales présentes sur la Semine : l’Œillet superbe (*Dianthus superbus*), inféodé notamment aux prairies à Molinie, le Rubanier nain (*Sparganium natans*), présent sur les zones d’étang avec fluctuation du niveau d’eau, la Laîche allongée (*Carex elongata*) présente dans les saulaies ou aulnaies-frênaies marécageuses, marais et parfois en bordure de rivières ou d’étangs.

La mosaïque d’habitat recréée est également favorable à la faune, notamment les amphibiens (site de reproduction), les odonates et les chiroptères (en tant que milieu de chasse).

Les travaux sont réalisés en périodes favorables pour la faune et la flore. Le respect du sol est stratégique, ce qui suppose de travailler en conditions de sol portant (sol ressuyé / sec).

Sont favorisés au maximum le travail manuel et /ou le recours à des engins et modes opératoires adaptés aux milieux humides.

L’objectif est, au niveau du bois de la Brulaz, terrains communaux de CLARAFOND-ARCINE :

- la restauration de prairies à Molinie sur 9 200 m²,
- la création de mares sur 2 800 m².

L'ANNEXE 8 localise les zones humides créées et restaurées dans le bois de la Brulaz et précise les étapes de mise en œuvre de la mesure.

Les zones humides sont inscrites au PLUi de la Semine dans une trame « Secteur à préserver au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme pour les zones humides » et font l'objet d'un classement en zone N ou A. Les zones de compensation zones humides ont été identifiées sur le plan de zonage par un emplacement réservé au titre de l'article L.151-41 3° du code de l'urbanisme (« emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques »).

MC 3 – Création d'îlots de sénescence

Les îlots de sénescence correspondent à une zone forestière laissée en vieillissement naturel, sans aucune intervention et ce, sans limitation de durée.

Des îlots de mise en sénescence des boisements sont conservés sur les secteurs suivants, pour un total de 17,20 hectares :

- 4,30 hectares constitués par la bande boisée conservée le long de l'autoroute ;
- 6,52 hectares de parcelles situées en contrebas du massif du Vuache, appartenant au syndicat intercommunal du Vuache.

La continuité de haies et boisements de petites tailles entre la ZAC de la Semine III et ce site (ancien taillis sous futaies d'environ 70 ans, avec une majorité de chênes et d'autres feuillus) permet aux chiroptères fréquentant la zone de projet de pouvoir exploiter les zones mises en sénescence ;

- 6,38 hectares de parcelles appartenant à la commune de CLARAFOND-ARCINE sur le bois de la Brulaz.

La carte en **ANNEXE 5** localise les parcelles mises en sénescence.

Les îlots de sénescence sont identifiés au plan de zonage du PLUi de la Semine par une trame spécifique établie au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

• ARTICLE 3-4 : Mesures de suivi

MS1 – Assistance technique d'un écologue pendant les travaux

L'assistance technique assurée durant la phase travaux comprend :

- la présence d'un écologue lors de la réunion de lancement du chantier pour présenter in situ les sensibilités et les enjeux du site,
- la mise en place des hibernaculums pour les reptiles,
- la mise en défens des secteurs de zones humides et le contrôle de l'efficacité du balisage,
- l'inspection du site en amont du chantier pour contrôler l'absence d'amphibiens ou de reptiles protégés.

Le cas échéant, le déplacement des individus est réalisé.

- le suivi de l'opération d'étrépage des landes à Molinie, détaillé par la mesure **MS2**,
- la présence/disponibilité lors de la phase de chantier pour apporter des réponses aux impondérables rencontrés.

MS2 – Suivi de l'étrépage au niveau des landes à Molinie et des stations d'Éillet Superbe

a) Suivi des prairies à Molinie

L'objectif du suivi est de vérifier le développement des landes à Molinie réimplantées par étrépage, après les travaux de dallage de la conduite réalisés conformément aux dispositions de la mesure **MR2**.

Des relevés « *Braun Blanquet* » sont réalisés sur les mêmes quadrats que ceux identifiés en mesure **MR2**, afin d'établir une comparaison avant et après travaux.

Un compte rendu est réalisé chaque année de suivi et transmis aux services de L'État (DREAL/EHN) avant le 31 janvier de l'année suivante.

Il comprend :

- l'état initial avec d'une part la description du protocole, les personnes intervenantes, les dates et conditions d'inventaire, et d'autre part la cartographie des stations de relevés et le détail des relevés par station (liste d'espèces et pourcentage de recouvrement associé),
 - l'analyse comportant la comparaison de la richesse et des pourcentages de recouvrement des espèces des quadrats. L'objectif est de déterminer si les travaux ont eu une incidence sur ces deux paramètres.
- Des mesures correctives sont proposées si le suivi montre une régression de l'habitat en présence.

b) Suivi des stations d'Œillet superbe

Afin de suivre l'évolution des œillets, chaque station réimplantée sur site est suivie avec un comptage par station des pieds de l'espèce. Un pointage des éventuels autres pieds présents sur l'habitat « prairies à Molinie » sur le site est réalisé afin de suivre la dynamique de la population de l'espèce sur le secteur. Il faut compter une demi-journée par année de suivi.

Un compte rendu est réalisé chaque année de suivi et transmis aux services de l'Etat (DREAL/EHN) au plus tard le 31 janvier de l'année suivante. Il comprend :

- l'état initial avec d'une part la description du protocole de comptage, les personnes intervenantes, les dates et conditions d'inventaire, et d'autre part les résultats cartographiés de la localisation des pieds d'Œillet superbe,
- l'analyse comportant la comparaison de l'évolution du nombre de pied de l'espèce, mise en relation avec le suivi des prairies à Molinie du site.

Des mesures correctives sont proposées si le suivi montre une régression de la population de l'espèce.

Les suivis pour les prairies à Molinie et les stations d'Œillet superbe sont effectués sur une période de 30 ans avec une temporalité annuelle les 3 premières années (N+1, N+2, N+3, N+5, N+7, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30, l'année N étant l'année de démarrage des travaux).

MS3 – Suivi de la faune protégée

Un suivi des chiroptères, des oiseaux diurnes, des amphibiens et des reptiles est réalisé sur la bande boisée conservée le long de l'autoroute et sur les sites de mesures compensatoires.

Ces suivis ont pour objectif d'évaluer l'état des populations de ces groupes après la mise en œuvre des mesures.

Les protocoles sont similaires à ceux décrits dans le dossier de demande :

- pour les chiroptères : une détection acoustique (détection passive) en période estivale sur deux nuits consécutives. L'efficacité des gîtes artificiels mis en place conformément à la mesure **MR12** est également évaluée ;
- pour les oiseaux : un suivi par réalisation de points d'écoute (IPA) ;
- pour les amphibiens et les reptiles : pose de caches artificielles pour les reptiles, une visite des habitats favorables en période propice.

Le suivi des micro habitats forestiers est compris dans les protocoles.

Le suivi s'engage sur une durée de 30 ans selon les modalités suivantes : à N+1, N+3, N+5, N+7, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30, l'année N étant l'année de démarrage des travaux.

Un compte rendu est réalisé chaque année de suivi et transmis aux services de L'État (DREAL/EHN) au plus tard le 31 janvier de l'année suivante.

En cas d'inefficacité des mesures mises en œuvre, des compléments ou des mesures correctives sont proposés par le bénéficiaire aux services de l'État, en concertation avec le bureau d'étude.

MS4 – Gestion et suivi des zones humides

Un plan de gestion des zones humides est défini et mis en œuvre. Il est transmis aux services de l'État (DREAL et DDT de Haute-Savoie) dans un délai de 6 mois après la signature du présent arrêté.

Un suivi est réalisé pour les zones humides préservées et étendues sur la zone de projet ainsi que pour les zones humides recrées hors zones de projet.

Ce suivi de la végétation est effectué selon les modalités suivantes (protocole RHOME0) :

- État 0 (année N de démarrage des travaux),
- Suivi à N+2, N+4, N+6, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30.

Des mesures correctives sont mises en place le cas échéant.

ARTICLE 4 : Géolocalisation des mesures compensatoires et participation à l'inventaire national du patrimoine naturel

Les mesures de compensations sont géolocalisées et, conformément à l'article 69 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, sont mises à disposition du public au travers d'une plateforme dédiée.

Le maître d'ouvrage fournit aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires au renseignement de cet outil par ces services dans un délai de 6 mois suivant la notification de la dérogation. Le maître d'ouvrage fournit, *a minima*, les données vectorielles des mesures compensatoires. Il peut également joindre les données relatives aux mesures d'évitements, de réductions et d'accompagnements.

Ces données sont projetées dans le système de coordonnées de référence RGF93 (Lambert-93) et sont compatibles avec la bibliothèque GDAL/OGR (préférentiellement les formats ESRI Shapefile ou MapInfo). Elles sont conformes aux données présentées dans le dossier de dérogation et ses compléments. Les différentes entités vectorielles (polygones, polylignes et points) se voient affecter, *a minima*, les champs id (nombre entier réel 64 bits) et nom (texte de caractères). La donnée attributaire du champ nom d'une entité correspond à l'intitulé de la mesure telle que décrite dans le présent arrêté (par exemple : MC3 Création d'îlots de sénescence)

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire National du Patrimoine Naturel via le téléservice dédié au dépôt légal des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts, réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

ARTICLE 5 : Durée de validité de la dérogation

La dérogation est accordée pendant toute la durée de l'aménagement de la ZAC, à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les mesures de suivi sont mises en œuvre sur une durée de 30 ans, à compter de la réalisation des travaux. Les mesures compensatoires sont mises en œuvre sans limitation de durée.

ARTICLE 6 : Mesures correctives et complémentaires

Si les suivis prévus à l'article 3 mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives et le cas échéant des mesures compensatoires complémentaires qui sont soumises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes pour validation. Le Préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

ARTICLE 7 : Modifications

Conformément aux dispositions de l'article R411-10-1 du code de l'environnement, toute modification substantielle d'une activité, d'une installation, d'un ouvrage ou de travaux ayant bénéficié d'une dérogation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation, est subordonnée à la délivrance d'une nouvelle dérogation.

Est regardée comme substantielle, la modification apportée à une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux qui :

- en constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R122-2 du code de l'environnement ;
- atteint des seuils quantitatifs et répond à des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L411-1 du code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article R411-10-2 du code de l'environnement, toute modification ne présentant pas un caractère substantiel est portée par le bénéficiaire de la dérogation à la connaissance de l'autorité administrative compétente, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation. Celle-ci peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions de l'article L411-2 du code de l'environnement à l'occasion de ces modifications.

ARTICLE 8 : Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au Préfet et à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (Service Eau Hydroélectricité Nature, pôle Préservation des milieux et des espèces : pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant objet du présent arrêté qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux ou de l'aménagement.

ARTICLE 9 : Titulaire

La présente dérogation est personnelle, et transférable à un tiers dans les conditions définies par l'article R411-11 du code de l'environnement. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Le bénéficiaire ou son représentant doit être porteur du présent arrêté lors des opérations citées à l'article 1 et il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

ARTICLE 10 : Contrôle

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté pourra faire l'objet de contrôles par les agents visés à l'article L.415-1 du code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu d'avertir la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (Service Eau Hydroélectricité Nature, pôle Préservation des milieux et des espèces : pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) au moins 15 jours à l'avance du début des travaux.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L172-5 du code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L172-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 11 : Sanctions administratives et pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et 171-8 du code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L.415-3 du Code de l'environnement.

ARTICLE 12 : Droits et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Haute-Savoie.

ARTICLE 13 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès de son signataire dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet qui peut, elle-même être déférée au tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois,
- par un recours contentieux formé auprès du tribunal administratif compétent dans les deux mois suivant la date de notification ou de publication de la décision, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 14 : Exécution

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, le directeur départemental des territoires de Haute-Savoie, le commandant du groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le chef de l'agence territoriale de l'Office national des forêts, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Haute-Savoie, et dont copie sera adressée :

- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,
- à la direction départementale des territoires de Haute-Savoie,
- à la brigade de gendarmerie de FRANGY,
- à l'agence territoriale de l'ONF,
- au service départemental de l'OFB,
- au Conservatoire Botanique National Alpin,
- aux maires des communes concernées,
- au Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Vuache.

Pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental des territoires,
l'adjoint au chef du service eau environnement,



Thomas RIETHMULLER

LISTE DES ANNEXES

Mesure	Annexe
Art 2	ANNEXE A : Carte de situation
ME 1	ANNEXE 1 : Localisation des zones humides évitées
ME 2	ANNEXE 2 : Localisation des pieds d'Œillet superbe sur le tracé de la conduite de gaz
MR 2	ANNEXE 3 : Modalités de l'étrépage
MR 11	ANNEXE 4 : Exemples d'hibernaculum pour les reptiles
MR 12, MR 13, MR 14, MC 3	ANNEXE 5 : Localisation des mesures liées aux boisements
MR 12	ANNEXE 6 : Précisions relatives aux nichoirs favorables aux chiroptères
MC 1	ANNEXE 7 : Création de nouveaux écosystèmes – schéma de principe
MC 2	ANNEXE 8 : Localisation des zones humides restaurées et créées ex situ, modalités de mise en œuvre

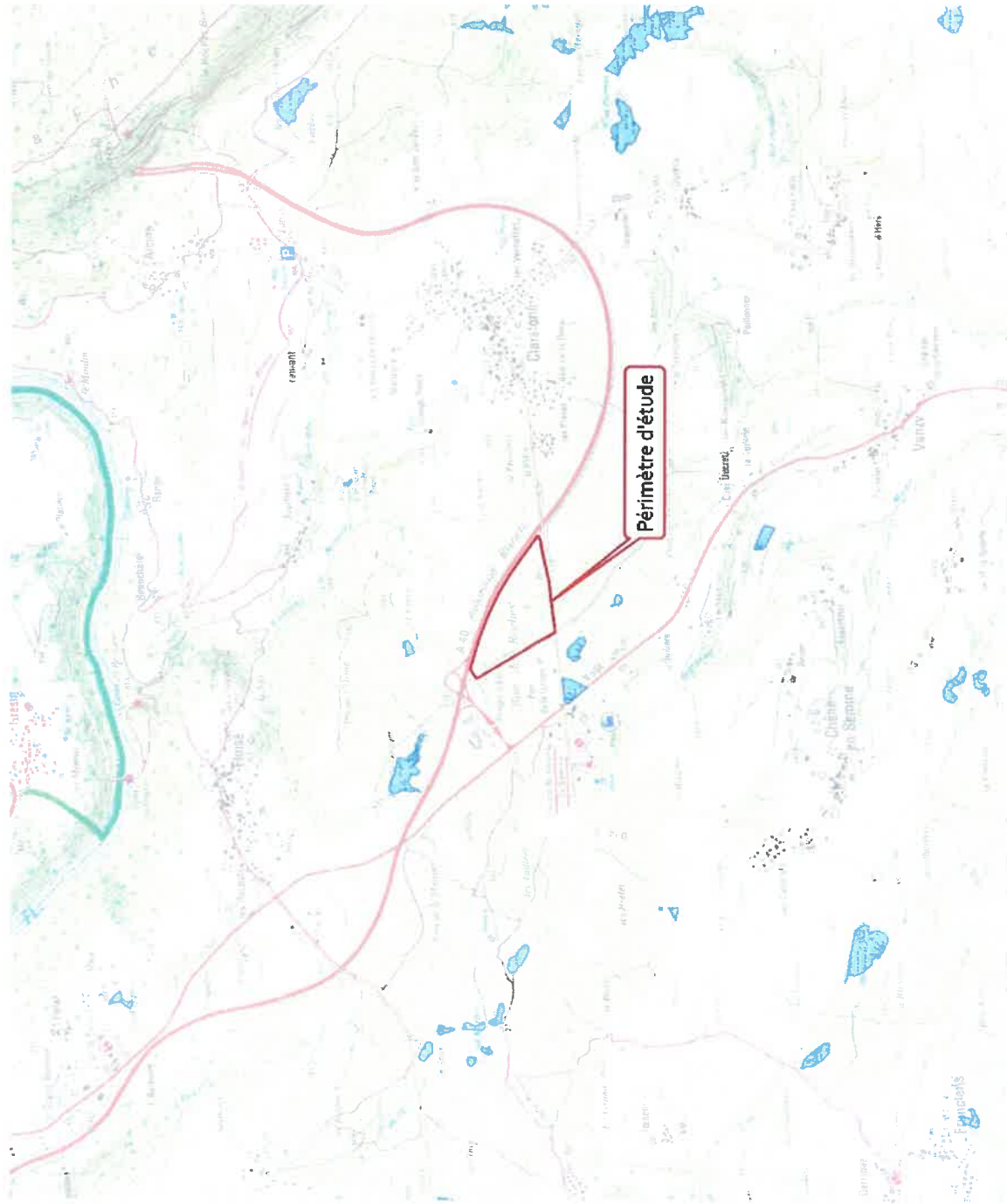
VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° DDT-2020-0696

Pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental des territoires,
l'adjoint au chef du service eau environnement,



Thomas RIETHMULLER

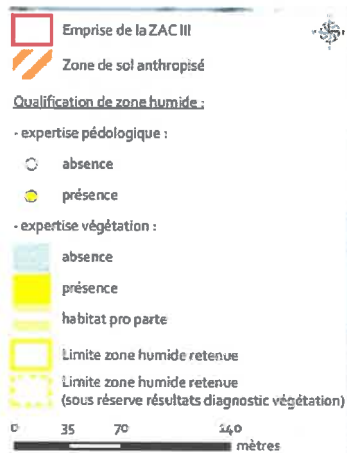
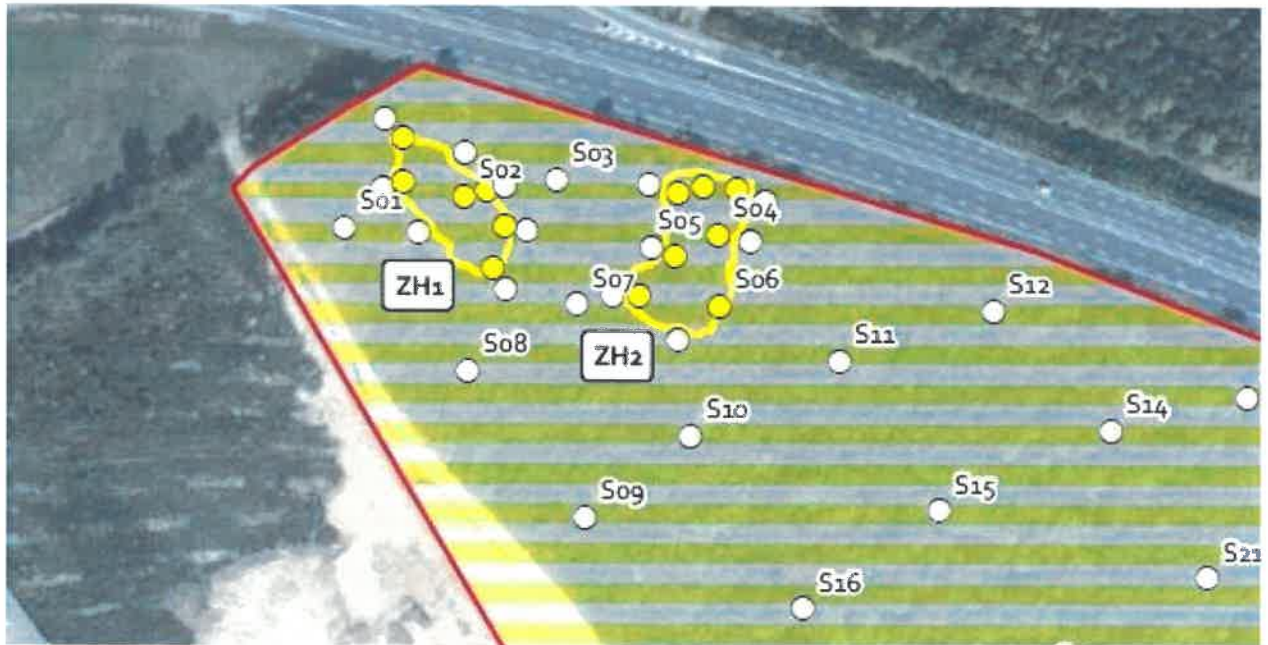
ANNEXE A : carte de situation



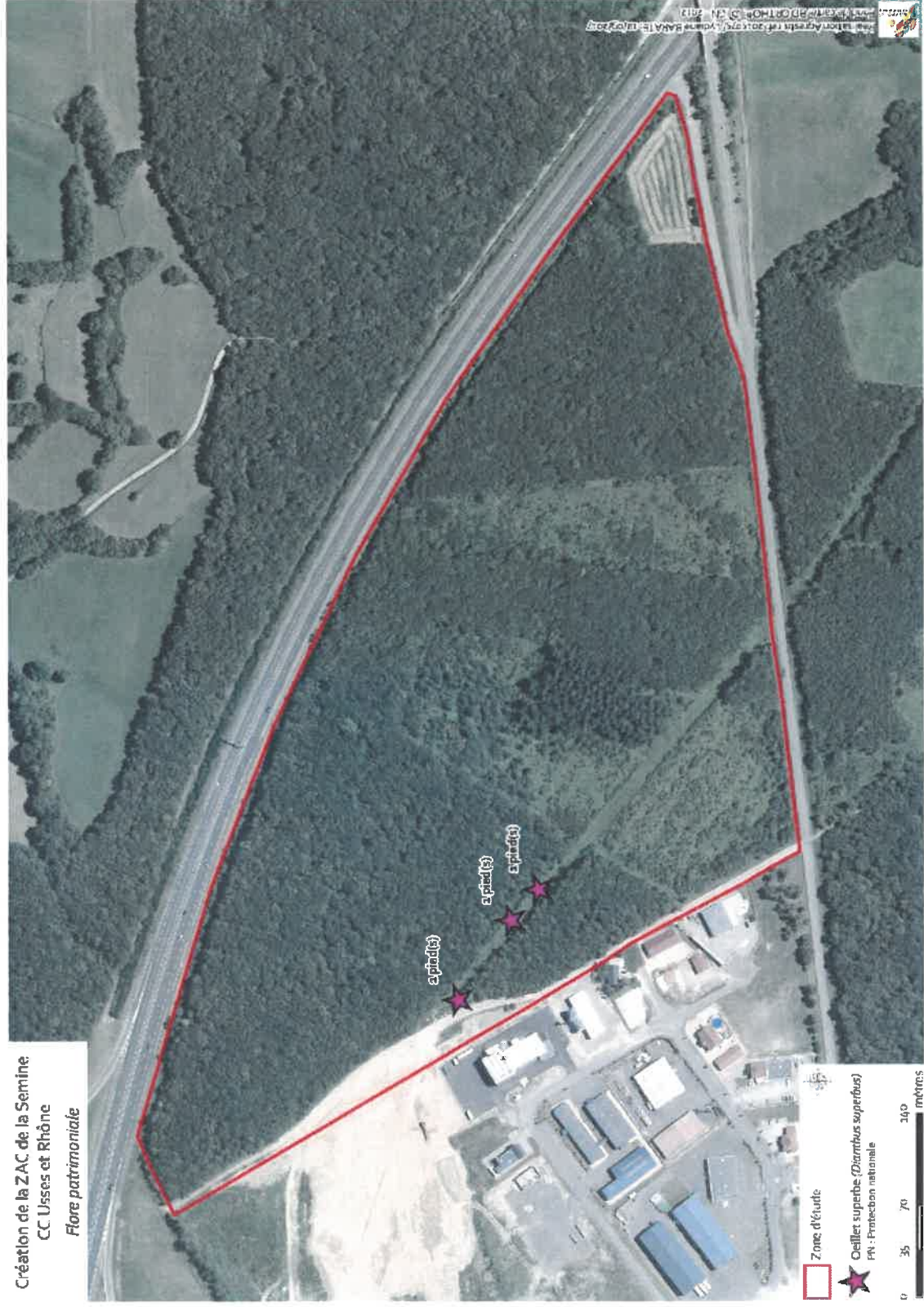
ANNEXE 1 : Localisation des zones humides évitées

Création de la ZAC de la Semine
CC Usse et Rhône
Habitats naturels





ANNEXE 2 : Localisation des pieds d'Œillet superbe sur le tracé de la conduite de gaz



ANNEXE 3 : Modalités de l'étrépage

1 – Prélèvement de mottes d'étrépage

La technique consiste à décaper le sol par prélèvement de mottes contenant le couvert végétal avec son appareil racinaire, développé dans les premiers centimètres de sol.

Les mottes de 20 cm d'épaisseur (+/- 5 cm) sont prélevées avec un matériel adapté (pelle mécanique avec godet grande largeur).

La motte prélevée doit être cohérente : elle ne doit pas être déstructurée et les trois éléments majeurs constitutifs de la motte (terre, racines, appareil végétatif) ne doivent pas se dissocier.

2 – Gestion sélective des matériaux d'intérêt agronomique

Lors des étapes de décapage, de stockage et de remise en place des matériaux, trois types de matériaux sont distingués : les mottes d'étrépage, la terre végétale sous-jacente à ces mottes et la sous-couche (plus ou moins terreuse et d'intérêt variable).

Le principe de gestion différenciée des matériaux figure au schéma ci-dessous.

Les mottes sont susceptibles d'être stockées temporairement.

3 – Remise en place des mottes

Les matériaux terreux sont remis en place (dans l'ordre inverse de décapage). La terre végétale ne doit pas être tassée (éventuellement simplement rappuyée) et la surface réceptrice aura été préparée par un léger nivellement le cas échéant et un griffage superficiel avec les dents du godet.

Les mottes sont alors remises en place mécaniquement (pelle mécanique ou engin télescopique) et/ou manuellement. Elles sont replacées en mosaïque et de manière jointive entre elles ; le cas échéant, les interstices sont comblés avec de la terre végétale.

L'ensemble de la motte est en contact avec le sol récepteur et pour cela, la motte peut être légèrement rappuyée.

Les engins affectés à la remise en place travaillent en limitant au maximum les circulations sur le sol nu.

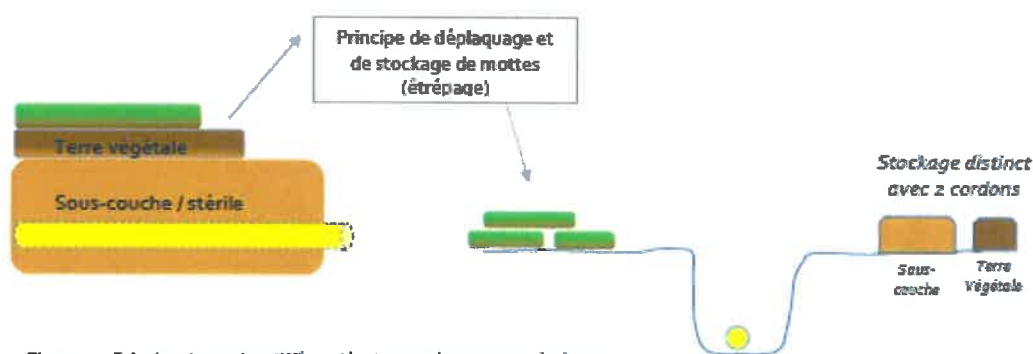
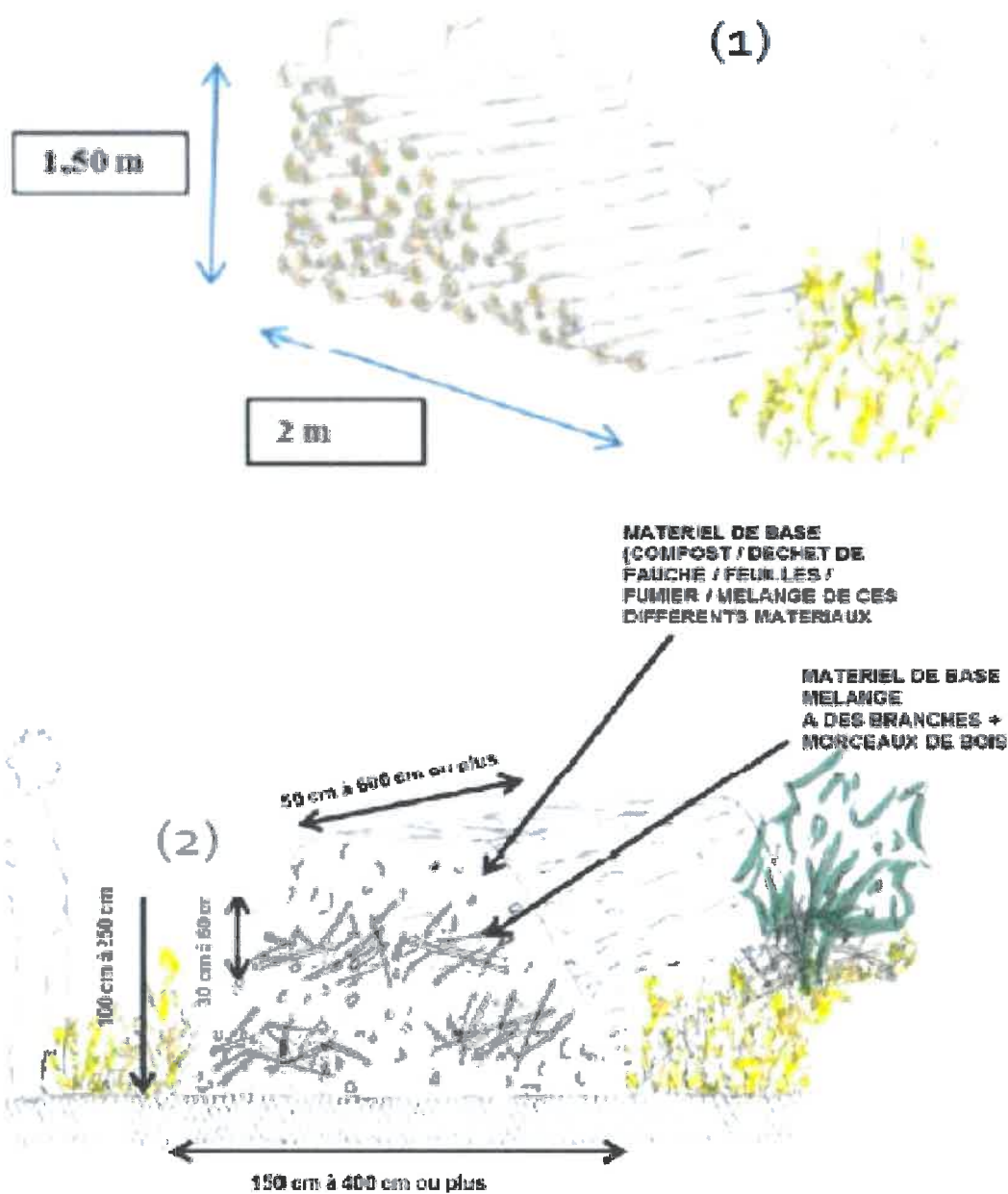


Figure 1 Principe de gestion différenciée des matériaux pour l'étrépage

ANNEXE 4 : Exemples d'hibernaculums pour les reptiles



SECTEUR	COMMUNE	SECTION	N° PARCELLE	SURFACE TOTALE CONCERNEE PAR LA ZONE en m²	PROPRIETAIRE
Bande boisée long de l'autoroute	CLARAFOND ARCINE	A	1794	43 000	CLARAFOND ARCINE
		A	1793		EPF
		A	1627		PRIVE
		A	1625		EPF
		A	1629		PRIVE
		A	1630		EPF
		A	1631		EPF
		A	1784		EPF
		A	1779		EPF
		A	1773		EPF
		A	1772		EPF
		A	1767		EPF
		A	1766		PRIVE
		A	1635		PRIVE
Bois de la Brulaz (zone 15)	CLARAFOND ARCINE	B	1348	63 800	CLARAFOND ARCINE
		B	1202		CLARAFOND ARCINE
		B	873		CLARAFOND ARCINE
		B	869		CLARAFOND ARCINE
		B	1178		CLARAFOND ARCINE
		B	871		CLARAFOND ARCINE
		B	1190		CLARAFOND ARCINE
		B	1187		CLARAFOND ARCINE
		B	895		CLARAFOND ARCINE
		B	866		CLARAFOND ARCINE
		B	1186		CLARAFOND ARCINE
		B	1179		CLARAFOND ARCINE
ZONE 4	CLARAFOND ARCINE	2A	4	35 000	CLARAFOND ARCINE
		2B	2		CLARAFOND ARCINE
ZONE 7	CLARAFOND ARCINE	A	1839	82 900	CLARAFOND ARCINE
ZONE 6	CLARAFOND ARCINE	A	1837	43 600	CLARAFOND ARCINE
		A	843		CLARAFOND ARCINE
Zone au pied du Vuache	CHAUMONT	A	886	66 200	SYNDICAT DU VUACHE
	CLARAFOND ARCINE	B	190		SYNDICAT DU VUACHE
	CHESENAZ	A	24		SYNDICAT DU VUACHE
	CHESENAZ	A	23		SYNDICAT DU VUACHE

ANNEXE 6 : Précisions relatives aux nichoirs favorables aux chiroptères

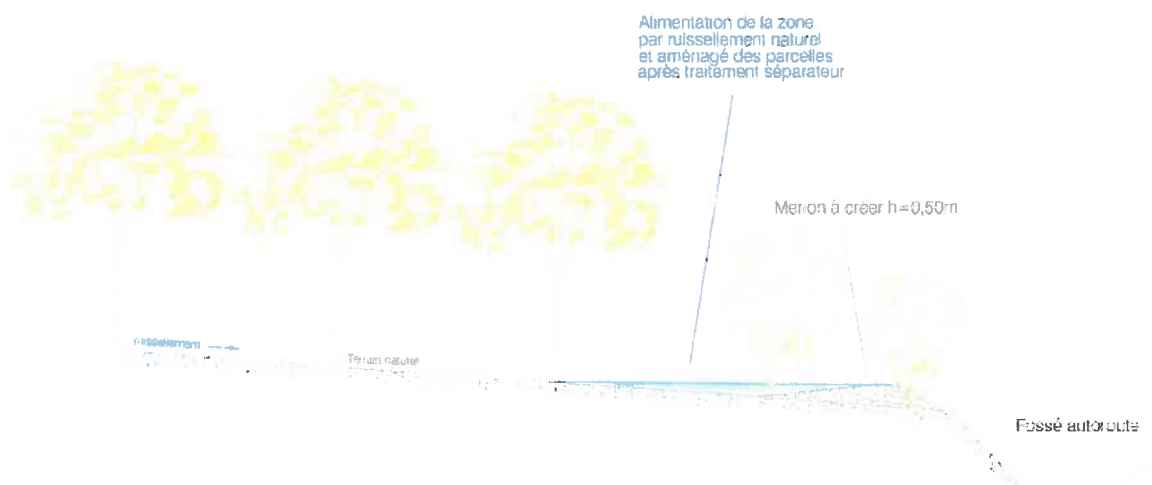
Type de gîte	Nombre d'arbre à compenser	Période d'occupation	Type de nichoir	Nombre de nichoir
Ecorce décollée	8	Estivale	Nichoir 1FF	16
Cavité arboricole	4	Estivale	Nichoir 2 FN	11
Cavité arboricole	3	Estivale	Nichoir 1FF	9
Cavité arboricole	1	Estivale et Hivernale	Nichoir 1FW	2
TOTAL	16			38

ANNEXE 7 : Création de noues écologiques -schéma de principe



Coupe de principe récréation zone humide en bord de fossé A40

Principe de rétention couplé à la zone humide
 Linéaire de réalisé 500m environ
 Section de rétention réalisée 1.4m²
 Volume estimé à 700 m³



Les mesures compensatoires qui seront mises en place sur le site de compensation en lien avec le projet d'aménagement de la ZAC de la Semine, Tranche 3, tendent à répondre aux objectifs suivants :

- Diversifier les types d'habitats humides au sein de l'aulnaie :
 - ✓ pour créer des milieux de chasse favorables aux chiroptères,
 - ✓ pour favoriser des espèces floristiques patrimoniales présentes sur la Semine (Eillet superbe, Rubanier nain, etc.),
- Restaurer une zone humide dont l'alimentation hydraulique est perturbée par la présence de fossés.

Pour répondre à ses objectifs, les travaux à mettre en œuvre sont détaillés sur le plan ci-dessous. Ils consisteront en :

- **La réouverture de prairie à Molinie** sur une surface d'environ 0,92 ha
- **La création de mares.** Pour cela la surface disponible est d'environ 0,28 ha

